

Consultation publique n°2021-13 du 25 novembre 2021 relative au bilan du projet Linky sur la période 2016-2021 et au futur cadre de régulation incitative

Réponse du syndicat ELE

Question 1 : Avez-vous des remarques sur le bilan de la phase de déploiement en masse du projet Linky ?

ELE n'a pas de remarques, si ce n'est de féliciter Enedis pour la réussite de ce projet.

Question 2 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur les gains réalisés grâce au projet Linky ?

ELE note que le décalage du gain sur les pertes non techniques de trois ans observés pour ENEDIS devra également s'appliquer à tous les GRDs français.

De plus, les expérimentations prometteuses d'ENEDIS sur des gains complémentaires doivent être partagées avec les acteurs de marché en toute transparence, d'autant plus si leur vocation est de générer de nouvelles baisses du TURPE à moyen terme.

Enfin, les évolutions envisagées du catalogue des prestations associées au bénéfice du linky doivent être progressives tout en maintenant les anciennes prestations pour tenir compte du déploiement décalé du Linky sur le territoire des autres GRDs.

Question 3 : Pensez-vous qu'il faille faire porter les coûts de la relève résiduelle aux seuls consommateurs générant ces coûts ?

Oui, ces coûts doivent effectivement être supportés par les consommateurs concernés.

S'agissant de la future date d'application pour les ELD, il conviendrait de laisser aux GRD-ELDs la latitude de déterminer celle-ci au cas par cas, selon les plannings de déploiement respectifs.

ELE tient enfin à noter qu'aux surcoûts de la relève s'additionneront des surcoûts de contrôles métrologiques des anciens compteurs, qui constitueront des lots supplémentaires.

Question 4 : Êtes-vous favorable à une approche en deux étapes ?

ELE est favorable à une approche en deux étapes similaires pour les ELD, le cas échéant, sous réserve d'un calendrier de mise en œuvre spécifique aux GRD-ELDs au cas par cas selon les plannings de déploiement respectifs.

ELE s'interroge en outre sur le caractère judicieux d'une facturation de la pose de compteur au-delà de 2025.

Question 5 : Que pensez-vous des montants proposés ?

ELE note que le coût proposé pour Enedis correspond à deux relèves par an, et tient donc à s'assurer que la CRE prendra en compte les spécificités des GRD-ELD (3 relèves par an voir plus selon les organisations internes des GRD-ELD) lors de l'élaboration des montants pour ceux-ci.

ELE tient également à signaler que le refus du compteur Linky entraîne inévitablement le maintien de l'émission des ordres tarifaires à partir de la TCFM, qui signifieront pour les GRD-ELD des CAPEX investissement dans les nouveaux postes sources, OPEX exploitation dans les postes existants et formation du personnel. ELE souhaite échanger avec la CRE sur la possibilité d'interdire à ces clients la possibilité de disposer de contrats à différenciation temporelle.

Question 6 : Êtes-vous favorable à la liste des indicateurs proposés par la CRE ?

ELE ne se prononce pas sur ces indicateurs spécifiques à Enedis, mais souhaite néanmoins indiquer que la future liste des indicateurs envisagée par la CRE pour les GRD-ELD devra être proportionnée à la taille de ces derniers et aux enjeux associés.

Question 7 : Avez-vous une proposition d'indicateur pour suivre la qualité de la transmission des courbes de charge ?

ELE ne se prononce pas.

Question 8 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'un indicateur sur le délai de mise en place des calendriers fournisseurs par Enedis ?

ELE estime qu'un délai de 1 mois pour la mise en place d'un calendrier spécifique fournisseur, s'il devait s'appliquer aux GRD-ELD, serait très difficilement tenable. En effet dans le cas d'un nouveau calendrier fournisseur, celui-ci doit être validé, puis déployé sur l'ensemble de la chaîne et dans de nombreuses briques SI (SI facturation, SI Linky, outil de mobilité pour la programmation en local). Un délai de 2 mois serait, le cas échéant, mieux adapté aux GRD-ELD.

ELE encourage en outre les fournisseurs à informer plus en amont les GRD du contenu de leurs offres avant que celles-ci ne soient totalement finalisées.

Un autre axe d'amélioration consisterait à l'élaboration par les fournisseurs de calendriers compatibles d'office, ce qui réduirait considérablement le délai de validation et ferait ainsi porter le délai de l'indicateur sur la mécanique d'intégration seule.

Question 9 : Voyez-vous d'autres indicateurs à ajouter pour favoriser l'utilisation des fonctionnalités avancées des compteurs ?

ELE observe que le GRD seul supporte la responsabilité entière de l'usage du compteur Linky, lorsque l'utilisation de celui-ci est dicté par de nombreux acteurs. ELE souhaiterait que des réflexions soit engagées sur une responsabilité partagée de tous les acteurs ayant une responsabilité.

Question 10 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'indemnités versées aux clients par Enedis ?

Sur le principe, ELE n'est pas opposé aux indemnités versées par le GRD, supposé que celles-ci venaient à s'appliquer plus tard aux GRD-ELD. Nous attirons néanmoins l'attention de la CRE sur les risques d'une grande complexité de traitement.

ELE est favorable à la méthodologie proposée par la CRE de réduire le nombre de cas concernés dans un premier temps aux cas les plus prégnants, ce qui éviterait ainsi une trop grande complexité du mécanisme.

Il conviendra également de s'assurer que les notions de préjudice important et de délai long soient bien prises en compte. Un critère de caractérisation du préjudice associé au délai pourrait être le catalogue de prestation lui-même, avec critères différents entre professionnels et résidentiels et en fonction de la demande (une absence de mise en service serait plus contraignante qu'un changement de contrat ou une relève non réalisée dans les délais par exemple).

Ceci étant dit, ELE rappelle que des difficultés de communication avec les compteurs peuvent aussi être liées à des problématiques de couverture téléphonique et de zone blanche pour lequel le GRD ne peut être tenu responsable.

Par ailleurs le maintien d'un très haut niveau de performance de la chaîne communicante est une tâche nouvelle et extrêmement complexe, dont tous les tenants et aboutissants ne sont aujourd'hui pas maîtrisés par les GRD Français. ELE tient donc à attirer l'attention de la CRE sur les charges conséquentes pour maintenir ce très haut niveau de performance de la chaîne communicante.

En outre, ELE rappelle que la mise à disposition de la courbe de charge au pas voulu dépend de son éditeur et de la solution SI de ce dernier.

Enfin, nous souhaitons rappeler qu'ENEDIS est le seul GRD français à disposer d'un bonus complémentaire de 1% sur le respect des niveaux de performance. En effet, ENEDIS accède au total à 300 pbs de bonification sur linky tandis que certains acteurs n'en disposent que de 200 pbs. Il est donc logique que l'incitation à un haut niveau de performance (via la mise en place d'indemnités versées aux consommateurs lésés) soit plus forte chez ENEDIS que pour les autres GRDs, voire qu'elle ne concerne qu'ENEDIS pour le moment.

Question 11 : S'agissant du seuil de déclenchement, quelle est selon vous la durée de non-communication et le nombre de jours de retard pour les prestations et la fourniture de données, qui vous paraissent engendrer un préjudice important justifiant le versement d'une telle indemnité ?

ELE ne se prononce pas.